



**HAL**  
open science

# Archéologie et identité: le Moyen-Âge, un entre-deux idéologique

Joëlle Burnout

► **To cite this version:**

Joëlle Burnout. Archéologie et identité: le Moyen-Âge, un entre-deux idéologique. Cahier des thèmes transversaux ArScAn, 2002, II, pp.233-234. hal-02095526

**HAL Id: hal-02095526**

**<https://hal.science/hal-02095526>**

Submitted on 10 Apr 2019

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## **Archéologie et identité : le Moyen Âge, un entre-deux idéologique**

Joëlle Burnouf (UMR ArScAn – Archéologie environnementale)

Cette présentation appelle quelques réserves : c'est à la fois, la suite d'une réflexion qui sous-tend une pratique et, je l'espère, le début d'un vrai travail de recherche.

Le titre lui-même mérite d'être explicité. Un entre-deux, c'est-à-dire un espace, un état, une capacité entre deux extrêmes. En 1992, je parlais, lors d'un colloque à Bordeaux, de « paradoxe de la création ». En 1996, j'abordais timidement la critique historiographique (dans un article publié par la revue *Sources*, puis dans le dossier « Archéologie et identité : les fondements idéologiques de l'archéologie » paru, en 1997, dans les *Nouvelles de l'archéologie*), celle « d'impossible » Moyen Âge. Ce dossier reflétait l'histoire d'une préoccupation, d'une urgence, depuis la tentative d'organisation d'un colloque à Valmy, en 1988. Avec, aujourd'hui, l'idée d'un « entre deux », nous ne sommes pas dans la ligne d'une lointaine prise de conscience, faite il y a trente ans, mais bien plutôt en face d'un retour sur expérience.

Le mot « moyen âge » désigne un concept forgé au XIXe siècle, qui n'a pas de pertinence culturelle, en particulier en termes de « culture matérielle ». C'est une pure fabrication idéologique, déterminée par référence à un avant prestigieux, l'Antiquité, et un après, tout aussi prestigieux, la Renaissance.

Les bornes chronologiques académiques sont comprises entre le Ve et le XVe siècle : mille ans, de 476, date officielle et politique de la chute de l'empire romain, à 1453, date officielle de la chute de l'empire byzantin (l'empire romain d'Orient) ou à 1492 (découverte de l'Amérique). Cette chronologie n'a aucune pertinence en termes de société, qu'il s'agisse des vestiges matériels ou, plus généralement, des diverses « cultures ». Si nous raisonnions en termes culturels comme les collègues des périodes sans écriture, nous identifierions sans doute nos phases culturelles de façon tout à fait différente. On pourrait, à titre d'exemple, proposer une *Première période* durant laquelle une culture très antique serait marquée par la diffusion d'une nouvelle pratique religieuse (le christianisme), une nouvelle relation des vivants à leurs morts, des formes particulières d'expression de cette religion en termes matériels : lieux de cultes, cimetières, etc. Viendrait ensuite une *Deuxième période* marquée par de nouvelles formes de polarisation de l'espace qui ont perduré jusqu'au XXe siècle : agglomérations secondaires (à l'origine du second réseau urbain européen), lieux centraux, découpages administratifs de l'espace (paroisses/communes).

### **L'archéologie du Moyen Âge : une lente et douloureuse gésine**

L'archéologie médiévale a connu une émergence rapide dans les pays européens non romanisés, où elle est légitimée par le fait que le Moyen Âge marque la naissance de l'état (Europe moyenne et orientale, anglo-saxonne et scandinave). En France, au moment où naissent le mot et le concept, la légitimité en archéologie est celle de l'archéologie classique (antique), fondement de la légitimité républicaine. L'archéologie médiévale n'existe pas, il n'y a que « les Antiquités Nationales » dont il est significatif qu'elles aillent jusqu'en l'an 800. Ailleurs en Europe, où n'existe pas la parenthèse romaine, la protohistoire va jusqu'en 1200 (Danemark ou Allemagne, par exemple). L'archéologie médiévale y entretient un rapport très fort à la formation de l'identité nationale et à la légitimation de l'état (centralisé ?).

Le contexte politique de la naissance de l'archéologie médiévale en France est un contexte « militant » : elle se définit d'abord « contre ». Elle apparaît dans la deuxième moitié du siècle dernier, après la deuxième guerre mondiale : le premier laboratoire d'archéologie médiévale du CNRS est créé en 1955 à Caen, et il faut attendre 2000 pour qu'apparaisse la première chaire d'archéologie médiévale autonome de l'histoire. Compte-tenu du contexte « militant » de ces débuts, une étude détaillée de l'appartenance politique des pères et mères fondateurs (Michel de Bouärd, Jean-Marie Pesez, André Debord, Michel Bur, Gabrielle Démians d'Archimbaud) ne manquerait pas d'intérêt.

## Identités culturelles

L'inspiration méthodologique, les collaborations européennes et les thématiques de recherche sont issues de l'histoire. La pratique de l'archéologie médiévale est caractérisée par un cloisonnement (des cloisons étanches, parfois) et l'absence d'une vision globale issue de l'archéologie : on est en présence de diverses « familles » dont la dernière à naître est l'archéologie urbaine (de la ville médiévale) à la fin des années 1960, dans un contexte de scandales immobiliers.

La principale caractéristique de l'archéologie médiévale durant les vingt-cinq premières années est sa dépendance vis-à-vis des problématiques issues des sources écrites. Les fondateurs viennent d'ailleurs de cette « famille » (chartistes ou agrégés d'histoire). L'héritage des archéologues médiévistes est alors – et c'est tout à fait explicable – dans la ligne de celui des spécialistes des sources écrites, mais ceci reste « non-dit », « implicite ». Cet héritage est triple, venant de l'école méthodique, des romantiques et des marxistes. La « corporation » est partagée en deux selon des thématiques « progressistes » ou « réactionnaires ». La filiation progressiste s'adresse à la culture matérielle, aux mentalités, au village, à la ville, tandis que la filiation réactionnaire l'est au sens propre en privilégiant l'archéologie des châteaux et des édifices religieux. Chez les spécialistes des sources écrites, c'est un chartiste de formation, Alain Guerreau, qui ouvre l'ère des contestations et l'introduction de Jacques Legoff à son ouvrage (Guerreau 1980) traduit bien le malaise et l'agacement de la communauté devant ces prises de position. On n'enregistre aucune réaction du côté des archéologues : la communauté est en effervescence, mais c'est autour de la conquête de sa légitimité, de sa place au soleil, comme le traduisent nombre d'articles aux titres évocateurs tels que « archéologues et historiens » (Pesez) – historiens devant être entendu ici au sens de « qui écrit l'histoire à partir des sources écrites ». C'est autour de la « révolution de l'an mil » que l'archéologie médiévale va acquérir une reconnaissance auprès des médiévistes des sources écrites. Par une sorte de pirouette sur le thème de la « révolution sociale » aristocratique, ils vont être à la fois ceux qui donnent à voir et se font ainsi reconnaître par les historiens (i.e. légitimation) et ils apparaissent résolument dans le camp des « progressistes ». On en trouve, par exemple, l'illustration dans un article de Michel Bur (1982) dont le titre parle à lui seul : « *La motte : une arme pour une révolution* ». Dans ces mêmes années 1980, certains archéologues médiévistes adeptes de « l'école logiciste » (Gardin 1980) développent d'autres approches, en particulier en archéologie urbaine. Le rendez-vous est, par contre, manqué avec l'anthropologie et l'ethnologie.

À partir du milieu des années 1980, le développement de l'archéologie préventive fait voler en éclat les modèles et contribue à déstabiliser l'*establishment* académique. Le paysage est en cours de recomposition rapide, accélérée par la réforme de l'archéologie ainsi que les prises de position autour de la Loi du 17/01/2001 et de la création de l'INRAP. Il reste toutefois toujours un silence, qui se fait de plus en plus lourd, sur les relations entre archéologie médiévale et idéologie en France, un entre-deux idéologique et surtout implicite : trois archéologues médiévistes interrogés m'ont assuré que cette question ne se posait pas. Un champ de la recherche est pourtant ouvert, qui doit être exploré.

### Bibliographie sommaire et indicative d'orientation

- Bois G. 1989. *La mutation de l'an mil, Loumand, village mâconnais de l'antiquité au féodalisme*, préface de G. Duby, Fayard, Paris.
- Bizière J.-M. & Vayssière P. 2000. *Histoire et Historiens, Antiquité, Moyen Age, France moderne et contemporaine*, Hachette Supérieur, Carré Histoire n°28, Paris.
- Bourge G. et Martin H. 1994. *Les écoles historiques*, collection Points, Le Seuil, Paris.
- Dosse F. 1987. *L'Histoire en miettes, des Annales à la Nouvelle Histoire*, La Découverte, Paris.
- Dosse F. 1999. *L'Histoire*, Cursus, Paris.
- Le Goff J. et Nora P. 1986. *Faire de l'Histoire*, Gallimard, Paris.
- Veyne P. 1971. *Comment on écrit l'histoire*, Points, Seuil.

### Bibliographie sur le sujet

- Bois G. 1976. *Crise du féodalisme. Economie rurale et démographie en Normandie du début du XIVe au milieu du XVIe siècle*. Presses FNSP, (2e éd. 1981).
- Bourin M. et Durand R. 1984. *Villages et villageois*, éditions Messidor (PCF).
- Bur M. 1982. La motte une arme pour une révolution, *Information Historique* n°44, p. 101-108.
- Guerreau A. 1980. *Le féodalisme, un horizon théorique*, le Sycomore.
- Guerreau A. 2001. *L'avenir d'un passé incertain*, le Seuil, Paris.
- Médiévales* 37, L'an mil en 2000, n° spécial de la revue *Médiévales* : révision de la question de l'an mil depuis « l'an mil de Duby » en 1967.
- Schnapp A. 1986. L'archéologie. In : Le Goff J. et Nora P. 1986, *Faire de l'Histoire*, Gallimard Paris, volume II p. 11-36.
- Aujourd'hui l'Histoire*, n° spécial avec Duby G., Le Goff J., Leroi-Gourhan A., paru aux Editions Sociales, Paris.
- Sur le féodalisme*, 1971, n° spécial du Centre d'Études et de Recherches Marxistes, paru aux Editions Sociales, Paris (réunions de travail d'avril 1968).